

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2861

10 octobre 2014

SOMMAIRE

Administratiekantoor Lebaras & Cie SCA	137288	Launach Center S.A.	137285
Braygaunore S.à.r.l.	137311	Lion Investments S.A.	137286
CECEP Solar Energy (Luxembourg) Private Limited Company (S.à r.l.)	137311	Live Nation Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.	137301
EMG Iron Ore HC Lux S.à r.l.	137284	Luxembourg School of Business A.s.b.l. .	137305
Energize Spf S.A.	137282	Merpas Co. S.à r.l.	137286
Espresso Cup Investments S.A.	137284	Noble Drilling Leasing S.à r.l.	137291
Eupalia S.A.	137282	PAA Luxembourg	137290
Euroland Properties S.A.	137282	Paragon Offshore Leasing (Luxembourg) S.à r.l.	137291
Euroland Properties S.A.	137282	PARS Aspire Fund	137291
Euroland Properties S.A.	137282	Philips Investment Services Luxembourg S.à r.l.	137291
Fondeco S.A.	137286	PIMCO Funds: Global Investors Series (Luxembourg)	137291
Ganges Holdings S.à r.l.	137287	Plains Midstream Luxembourg	137292
Grouse S.à r.l.	137283	Plains Midstream Luxembourg	137293
GS Tele II S.à r.l.	137288	RBS PPP Investments S.C.A. SICAR	137288
GS Tele I S.à r.l.	137287	Real Estate Property 9 S.A.	137289
Hein Invest I S.à r.l.	137283	RES International S.à r.l.	137290
Hexavest S.à r.l.	137283	Sarabel Bakery Investment	137285
Hoche Participations S.A.	137283	Sarabel Holding S.à r.l.	137289
Hoche Participations S.A.	137284	Sentinel Group Holdings S.A.	137290
Ideal Standard International Holding ...	137283	Sentinel Management Holdings S.A.	137292
Ideal Standard International S.A.	137284	Sentinel Management Holdings S.A.	137292
IF Executives (IFE)	137286	Skyline Residences S.à r.l.	137289
Immobilière Gare S.A.	137285	SRS Luxembourg S.à r.l.	137326
Invicta Art Insurance Services S.A.	137284	Steine de Luxe S.à r.l.	137324
IROKO International S.à r.l.	137287	Sterling Testing S.à r.l.	137293
Johnson Controls Interiors Holding EU S.à r.l.	137312	Stramongate S.A.	137293
Juwo	137294	Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.	137301
Juwo Invest	137297		
Kerten Investments S.à r.l.	137287		

Euroland Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 121.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128587/9.

(140145941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Euroland Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 121.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128586/9.

(140145940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Euroland Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 121.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128585/9.

(140145939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Euroland Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 121.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128584/9.

(140145938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Eupalia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 130.387.

Les comptes annuels au 07/08/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128583/9.

(140146087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Energize Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 43, rue Maréchal Foch.

R.C.S. Luxembourg B 58.264.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128573/9.

(140146070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Ideal Standard International Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 131.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014128679/10.

(140145468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Grouse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 100.185.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128643/10.

(140145794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Hexavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.805.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de
résidence à Esch/Alzette, en date du 19 mai 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014128658/11.

(140146080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Hoche Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 133.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2014128659/11.

(140146024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Hein Invest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 1, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 68.017.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014128667/12.

(140145896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Ideal Standard International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 160.198.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014128680/10.

(140145467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Invicta Art Insurance Services S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 31.517.

Les comptes annuels au 30/06/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014128684/10.

(140145560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

EMG Iron Ore HC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 168.314.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 janvier 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 28 février 2014.

Référence de publication: 2014128571/11.

(140145924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Hoche Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 133.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL
Signature

Référence de publication: 2014128660/11.

(140146025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Espresso Cup Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 9.688.358,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 174.643.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.08.2014.

Pour *ESPRESSO CUP INVESTMENTS SA*
Société anonyme

Référence de publication: 2014128581/12.

(140145510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Immobilière Gare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 166.311.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 13 mai 2014

Est nommé Réviseur d'entreprises agréé:

- La société BDO AUDIT

SOCIETE ANONYME

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 LUXEMBOURG

Son mandat vient à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2014.

Pour la société IMMO HORIZON S.A.

Maximilien LEESCH

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014128699/17.

(140145753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Launach Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 27.451.

—
Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue le jeudi 14 août 2014 que:

1) Le Conseil d'Administration a décidé, de nommer en son sein Monsieur Emile WIRTZ à la fonction du Président du Conseil d'Administration.

2) Le Conseil d'administration a décidé de nommer à la fonction d'administrateur-délégué:

- Monsieur Emile WIRTZ, consultant, né le 27 septembre 1963 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2014130173/18.

(140147770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sarabel Bakery Investment, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 180.570.

—
Organe: Conseil de gérance

Nouvelle denomination (nouvelle adresse):

Schreuders, Bastiaan Lodewijk Melchior

Date de naissance: 12/12/1954

Demeurant: 10-12, Rue de Medernach L-7619 Larochette

Fonction: Gérant A

Blijdorp, Willem Adriaan

Date de naissance: 19/10/1952

Demeurant: 18, Place Bleech L-7610 Larochette

Fonction: Gérant B

Larochette, le 11 Août 2014.

Conseil de gérance

Référence de publication: 2014128944/19.

(140145952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Fondeco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.564.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128596/9.

(140145957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

IF Executives (IFE), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 62.300.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128689/10.

(140145464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Merpas Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 167.050.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Merpas Co. S.à r.l.

J. Mudde / F. Freiha

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2014130188/14.

(140147678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Lion Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 170.734.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 14 août 2014 que:

- Les démissions de Monsieur Luc GERONDAL, administrateur et Président du Conseil d'Administration de la Société, et de Monsieur Olivier LIEGEOIS, administrateur de la Société, ont été acceptées avec effet immédiat;

- Les personnes suivantes ont été nommées en tant qu'administrateur, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2016:

* (i) La société P.A.L Management Services, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.164. Philippe SALPETIER né le 19 août 1970 à Libramont (Belgique), et résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg en sera le représentant permanent;

* (ii) Madame Christelle MATHIEU, née le 1^{er} mars 1978 à Virton, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130177/21.

(140147497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Ganges Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.009,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.870.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Sophie Zintzen
Mandataire

Référence de publication: 2014128613/12.

(140145679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Kerten Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.225.366,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.704.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales que les 12.500 parts sociales de la Société détenues par Kerten Investments Limited ont été transférées avec effet au 27 janvier 2014 à Kerten, a private unlimited company ayant son siège social au 221-223, Lower Rathmines Road, Dublin 6, Irlande, immatriculée auprès du «Companies Registration Office» d'Irlande sous le numéro 395662.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128744/13.

(140145299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

IROKO International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.998.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Août 2014.

Iroko International S.à.r.l.
Stéphanie Jung-Schut
Manager B

Référence de publication: 2014128716/14.

(140145537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

GS Tele I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.750.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé unique, et ce avec effet rétroactif au 9 décembre 2013:

Prins Bernhardplein 200, NL-1097JB Amsterdam, Pays-Bas

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014128645/15.

(140145987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

GS Tele II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.762.

—
Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé unique, et ce avec effet rétroactif au 9 décembre 2013:

Prins Bernhardplein 200, NL-1097JB Amsterdam, Pays-Bas

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014128646/15.

(140145996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

RBS PPP Investments S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.993.

—
Suite à l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 12 août 2014 la décision suivante a été prise:

1. Le mandat du réviseur d'entreprise agréé suivant est renouvelé à compter du 12 août 2014 jusqu'au 1^{er} janvier 2015:

- La société Ernst & Young S.A., immatriculée auprès du Registre de Commerce et de Société Luxembourg sous le numéro B47771 et ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RBS PPP Investments S.C.A. SICAR

Représentée par RBS PPP Investments S.à r.l.

Associé Gérant Commandité

Représentée par Patrick L.C. van Denzen

Gérant

Référence de publication: 2014129717/18.

(140146921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Administratiekantoor Lebaras & Cie SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 150.231.

—
Organe: Conseil de surveillance

Nouvelle dénomination (nouvelle adresse):

Van Laar, Gert

Date de naissance: 15/07/1954

Demeurant: 18, Place Bleech, L-7610 Larochette

Fonction: Commissaire

Meulman, Bert

Date de naissance: 01/06/1967

Demeurant: 18, Place Bleech, L-7610 Larochette

Fonction: Commissaire

Larochette, le 11 Août 2014.

Le Conseil de surveillance

Référence de publication: 2014129089/19.

(140146375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Real Estate Property 9 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 177.468.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 23 juillet 2014

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020:

- Monsieur Patrick de FROIDMONT, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg;

- Madame Maïthé DAUPHIN, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg;

- Monsieur Laurent WEIS, demeurant au 18, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg;

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020:

- Audit Lux S.à r.l., 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014129721/17.

(140146641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Skyline Residences S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 183.645.

Extrait des décisions prises par l'Associé unique en date du 14 Août 2014

1. M. Arnold uit de BOS a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.

2. M. Jason Michael LUCAS, né à Colorado, États-Unis d'Amérique, le 11 Juillet 1980, demeurant à 50 Courtfield Gardens, Flat 2, London SW5 0ND, Royaume-Uni a été nommé comme gérant avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

3. Le régime de signature pour tous les gérants en exercice a été redéfini et la Société est à présent valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Luxembourg, le 14.08.2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Skyline Residences S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014130297/18.

(140147642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sarabel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 155.465.

Conseil de gérance

Nouvelle dénomination (nouvelle adresse):

Schreuders, Bastiaan Lodewijk Melchior

Date de naissance: 12/12/1954

Demeurant: 10-12, Rue de Medernach L-7619 Larochette

Fonction: gérant de classe A

Blijdorp, Willem Adriaan

Date de naissance: 19/10/1952

Demeurant: 18, Place Bleech L-7610 Larochette

Fonction: gérant de classe B

Larochette, le 13 Août 2014.

Le Conseil de gérance

Référence de publication: 2014129734/19.

(140146459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

RES International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.408.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par les associés de la Société en date du 14 août 2014 que:

- La démission de Monsieur Olivier LIEGEOIS, gérant unique de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée en tant que gérant unique, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130278/16.

(140147496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

PAA Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 3.500.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.008.

1. Le siège social de la société PAA Luxembourg a été transféré du L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 13 Mai 2014.

2. Veuillez prendre note que Messieurs Andrew O'SHEA et Hugo FROMENT résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014

Luxembourg, le 09 mai 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour PAA Luxembourg

Andrew O'Shea

Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2014130262/17.

(140147548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sentinel Group Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 180.230.

—
Extrait de l'assemblée générale des actionnaires du 11 Août 2014

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 11 Août 2014 que:

1. Le mandat des administrateurs suivants a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014:

M. Manuel Mouget;

M. Thomas Morana;

M. Stefan Oostvogels;

M. Luigi Sbrozzi;

2. Le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, agissant en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014130293/21.

(140147684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Philips Investment Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.647.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère, Koninklijke Philips N.V. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014130249/12.

(140147681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

**Paragon Offshore Leasing (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Noble Drilling Leasing S.à r.l.).**

Capital social: USD 7.724.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2014.

Pour Paragon Offshore Leasing (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014130244/13.

(140147619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

PARS Aspire Fund, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.837.

Le Conseil de gérance du Fonds a été informé en date du 28 avril 2014 de l'intention de Joseph Vincent MCDEVITT de démissionner de son poste de gérant.

La démission de Joseph Vincent MCDEVITT a pris effet le 30 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014

State Street Bank Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014130264/14.

(140147284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

PIMCO Funds: Global Investors Series (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.824.

En date du 2 juillet 2014, les membres du Conseil d'Administration de la société d'investissement à capital variable, PIMCO Funds: Global Investors Series (Luxembourg), ont confirmé la cooptation de Mr. Ryan Patrick Blute, né le 8 décembre 1975 en Arizona, USA, et demeurant à 11 Baker Street, Londres W1U 3AH, Royaume-Uni, avec effet le 2 juillet 2014, en tant que remplacement de l'administrateur Mr. Craig Allen Dawson. Son mandat sera effectif jusqu'à l'assemblée générale ordinaire en 2015.

En date du 2 juillet 2014, Mr. Craig Allen Dawson a démissionné de son poste d'Administrateur de la société d'investissement à capital variable, PIMCO Funds Global Investors Series (Luxembourg).

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130266/15.

(140147446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sentinel Management Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 180.693.

Les comptes annuels pour la période du 3 Octobre 2013 (date de constitution) au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014130295/11.

(140147579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Plains Midstream Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 66.201.210,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.025.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 05/06/2014 sous la référence: L140094131

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Plains Midstream Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014130252/15.

(140147778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sentinel Management Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 180.693.

Extrait de l'assemblée générale des actionnaires du 4 Août 2014

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 4 Août 2014 que:

1. Le mandat des administrateurs suivants a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014:

M. Manuel Mouget;

M. Thomas Morana;

M. Nilesh Pandya;

M. Georg Von Brevern;

M. Nicholas Walker;

M. Luigi Sbrozzi;

2. Le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, agissant en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014;

3. ont été nommés comme administrateurs de la société M. David Clarke, né le 30 Juillet 1960 à Ilford, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au Floor 27, 25 Canada Square, Londres, E14 5LQ, Royaume-Uni et M. David Sear, né le 15 Mars 1964 à Solihull, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au Floor 27, 25 Canada Square, Londres, E14 5LQ, Royaume-Uni. Cette décision prend effet au 10 Juillet 2014 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014130296/28.

(140147700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Stramongate S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.312.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 27 juin 2014 et a adopté les résolutions suivantes:
- L'Assemblée a réélu les administrateurs suivants: William H.S. Simmonds, Andreas J. Bär, F. Alexander Scott, Nicolas H.E. Oltramare, Yves Bofferding, Beat Wittmann jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en 2015

- et a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé KPMG Audit, 9 Allée Scheffer L -2520 Luxembourg, pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale en 2015.

Référence de publication: 2014130303/14.

(140147693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Plains Midstream Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 66.201.210,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.025.

1. Le siège social de la société Plains Midstream Luxembourg a été transféré du L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 13 Mai 2014.

2. Veuillez prendre note que Messieurs Andrew O'SHEA et Hugo FROMENT résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014

Luxembourg, le 09 mai 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour PAA Luxembourg

Andrew O'Shea

Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2014130251/17.

(140147550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Sterling Testing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 201.601,71.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 158.005.

EXTRAIT

Suite à la cession de parts sociales survenue le 16 septembre 2013, Herculean Testing Group B.V. Employee Benefit Trust agissant par son trustee Appleby Trust (Jersey) Limited, ayant son siège social à 13-14, Esplanade, St Helier, Jersey, JE- JE1 1BD, Iles Anglo-Normandes, et enregistrée auprès du Registre de Commerce de Jersey sous le numéro 21755, associé de la Société a cédé les parts sociales suivantes:

- 138,094 parts sociales de classe H à Chan Hau Chong, né le 15 mai 1978 à Johor, Malaisie, résident à 20, Heston Walk, Oxley Park, Milton Keynes, MK44JP, Grand-Bretagne.

Par conséquent:

- Herculean Testing Group B.V. Employee Benefit Trust, agissant par son trustee Appleby Trust (Jersey) Limited détient 5,394,310 parts sociales de catégorie H;

- Chan Hau Chong, détient 138,094 parts sociales de catégorie H.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Sterling Testing S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014130302/23.

(140147743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Juwo, Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 189.503.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunundzwanzigsten Tag des Monats Juli;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, ohne Stand, geboren am 19. Mai 1947 in Hlohovec (Slowakei), wohnhaft in L-2551 Luxembourg, 55, avenue du X Septembre.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersuchen die Statuten einer Aktiengesellschaft, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigen, zu beurkunden wie folgt:

Titel I. - Name - Sitz - Zweck - Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Unter der Bezeichnung „JUWO“ (die „Gesellschaft“), wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet, welche der gegenwärtigen Satzungen (die „Statuten“), sowie den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 in seiner derzeit gültigen Fassung, unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft, beziehungsweise im Fall eines Alleinverwalters, durch Beschluss desselben, innerhalb der Grenzen der Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Gesellschaftszweck ist der Kauf, der Verkauf, die Verwaltung und die Verwertung der eigenen Immobilien.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Titel II. - Kapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in hundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von je dreihundertzehn Euro (310,- EUR).

Der Verwaltungsrat oder der Alleinverwalter, wie vorhanden, ist autorisiert, weitere Kapitalreserven zu bilden, wie er es von Zeit zu Zeit für notwendig erachtet (zusätzlich zu denen vom Gesetz verlangten) und er soll eingezahlte Überschüsse, welche die Gesellschaft als Aktienagio oder aus dem Verkauf von Aktien erhält, nutzen, um realisierte oder nicht realisierte Kapitalverluste aufzurechnen oder Dividenden oder andere Ausschüttungen zu zahlen.

Die Aktien lauten sind Inhaber oder Namensaktien, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Aktien können, auf Anfrage der Aktionäre, durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Titel III. - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, geleitet, welche Aktionäre sein können.

Sollte die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär haben, so kann lediglich ein (1) Alleinverwalter die Geschäfte der Gesellschaft führen, unabhängig davon, ob er eine natürliche oder juristische Person ist.

Sofern in dieser Satzung nicht anders vorgesehen, sind alle Vollmachten und Kompetenzen, welche dem Verwaltungsrat zugewiesen werden, auch dem Alleinverwalter zugewiesen, sofern ein solcher gewählt wurde.

Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder Alleinverwalter eine juristische Person sein, soll diese einen permanenten Vertreter (der „Permanente Vertreter“) ernennen, welcher in Luxemburg residiert.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Alleinverwalter werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, wobei die Generalversammlung die Mitglieder jederzeit abberufen kann.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds gilt als unbesetzt wenn:

- er von seinem Posten unter schriftlicher Benachrichtigung der Gesellschaft zurücktritt, oder
- seinen Posten aufgrund rechtlicher Vorschriften niederlegen muss weil es ihm durch diese Vorschriften verboten ist oder er als unqualifiziert gilt, diesen Posten weiterhin auszuüben;
- er zahlungsunfähig wird oder generell Absprachen oder einvernehmliche Regelungen mit seinen Gläubigern trifft, oder
- wenn er von seinem Posten durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre enthoben wird.

Sofern das Gesetz es erlaubt, soll jedes aktuelle oder ehemalige Mitglied des Verwaltungsrates aus dem Vermögen der Gesellschaft für jeglichen Verlust oder Haftung entschädigt werden, welche ihm aufgrund der Ausübung seines Mandats als Mitglied entstanden sind.

Art. 7. Sofern er existiert, wählt der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden trifft sich der Verwaltungsrat so oft wie es im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn ein (1) Verwaltungsratsmitglied dies verlangt.

Alle Verwaltungsratssitzungen werden in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

In dringlichen Fällen können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Auswirkungen wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Alleinverwalter sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels erbracht werden. Umlaufbeschlüsse sollen an den Sitz der Gesellschaft übersendet werden und dort aufbewahrt werden.

In dringlichen Fällen können Mitglieder des Verwaltungsrates Sitzungen auch durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln abhalten. Nimmt ein Mitglied an einer solchen Sitzung durch ein Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Ferntelekommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung besprochenen Angelegenheiten abstimmen können.

Art. 8. Der Alleinverwalter oder der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zustehen, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates oder des Alleinverwalters.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 9. Wenn ein Verwaltungsrat besteht, wird die Gesellschaft rechtmäßig vertreten durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder.

Sollte lediglich ein Alleinverwalter existieren, wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des Alleinverwalters rechtlich wirksam gebunden. Ist der Alleinverwalter eine juristische Person, so soll deren Unterschrift im Einklang mit ihren Gesellschaftsdokumenten und existierenden Autorisation abgegeben werden. Diese juristische Person, welche Alleinverwalter ist, kann den Permanenten Vertreter autorisieren, im Namen der Gesellschaft zu zeichnen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts an einen oder mehrere seiner Mitglieder, die geschäftsführenden Mitglieder, delegieren.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die Verwaltung aller Angelegenheiten der Gesellschaft oder der Angelegenheiten eines bestimmten Sachgebietes einem oder mehrerer seiner Mitglieder zuweisen und für bestimmte Angelegenheiten Sondervollmachten an andere Personen erteilen, die weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat, durch seinen Vorsitzenden oder einen für diesen Zweck bevollmächtigtes Mitglied des Verwaltungsrates, oder der Alleinverwalter, falls vorhanden, vertritt die Gesellschaft in allen Rechtsstreitigkeiten im Namen der Gesellschaft.

Titel IV. - Aufsicht

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Rechnungskommissare beaufsichtigt. Rechnungskommissare werden durch die Generalversammlung der Aktionäre oder den Einzelaktionär, im gegebenen Falle, ernannt, welche(r) auch die Anzahl der Rechnungskommissare, ihre Entschädigung und die Dauer ihrer Bestellung, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, bestimmt.

Titel V. - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung tritt am 4. Freitag des Monats Mai um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben genannten Ort im Großherzogtum Luxemburg zusammen.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Alle außerordentlichen Generalversammlungen finden ebenfalls in Luxemburg statt.

Die Generalversammlung kann wirksam Beschlüsse fassen, wenn die einfache Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre auf einer jährlichen oder außergewöhnlichen Generalversammlung zustimmt, es sei denn, das Gesetz oder diese Satzung sehen andere Mehrheits- und Quorumserfordernisse vor.

Titel VI. - Geschäftsjahr - Gewinnverwertung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Nach Abzug jeglicher Ausgaben der Gesellschaft und Amortisierungen, weist die Bilanz der Gesellschaft ihren Nettogewinn aus.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht hat. Sollte die gesetzliche Rücklage unter diesen Wert sinken, muss die zwangsweise Abführung wieder aufgenommen werden bis die gesetzliche Rücklage wieder vollständig aufgefüllt ist.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär, wie vorhanden, frei verfügen.

Titel VII. - Auflösung und Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre oder des Einzelaktionärs aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse und die Entschädigung des bzw. der Liquidatoren.

Titel VIII. - Allgemeine Vorschriften

Art. 17. Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Satzung geregelt werden, unterliegen den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und den Änderungsgesetzen zu diesem Gesetz.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind die einhundert (100) Aktien durch die alleinige Gesellschafterin, Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, vorgeannt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner gültigen Fassung, vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr neunhundertfünfzig Euro.

Beschlussfassung der Alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat die Komparentin, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1635 Luxemburg, 87, allée Léopold Goebel.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf einen (1) und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.
3. Wie laut den gesetzlichen Bestimmungen und der vorliegenden Satzung erlaubt, wird Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, ohne Stand, geboren am 19. Mai 1947 in Hlohovec (Slowakei), wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 55, avenue du X Septembre, zur Alleinverwalterin ernannt und übt die Befugnisse welche dem Verwaltungsrat zufallen aus.
4. Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FIDUPLAN S.A.“, mit Sitz in L-1635 Luxemburg, 87, Allée Léopold Goebel, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 44563, wird zum Rechnungskommissar ernannt.
5. Die Mandate des Alleinverwalters und Rechnungskommissars enden beim Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2020, es sei denn, sie treten vorher zurück oder werden abgewählt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: J. FREYMUTH-KABATOVA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 août 2014. LAC/2014/36741. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130727/183.

(140147901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Juwo Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxemburg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 189.501.

— STATUTES

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunundzwanzigsten Tag des Monats Juli;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

- 1) Herr Wolfgang FREYMUTH, Rentner, geboren am 5. Oktober 1943 in Wildeshausen (Bundesrepublik Deutschland), wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 55, Avenue du X Septembre; und
- 2) Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, ohne Stand, geboren am 19. Mai 1947 in Hlohovec (Slowakei), wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 55, Avenue du X Septembre.

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchen die Statuten einer Aktiengesellschaft, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigen, zu beurkunden wie folgt:

Titel I. - Name - Sitz - Zweck - Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Unter der Bezeichnung „JUWO INVEST“ (die „Gesellschaft“), wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet, welche der gegenwärtigen Satzungen (die „Statuten“), sowie den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 in seiner derzeit gültigen Fassung, unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft, beziehungsweise im Fall eines Alleinverwalters, durch Beschluss desselben, innerhalb der Grenzen der Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Gesellschaftszweck ist die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Titel II. - Kapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in hundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von je dreihundertzehn Euro (310,- EUR).

Der Verwaltungsrat oder der Alleinverwalter, wie vorhanden, ist autorisiert, weitere Kapitalreserven zu bilden, wie er es von Zeit zu Zeit für notwendig erachtet (zusätzlich zu denen vom Gesetz verlangten) und er soll eingezahlte Überschüsse, welche die Gesellschaft als Aktienagio oder aus dem Verkauf von Aktien erhält, nutzen, um realisierte oder nicht realisierte Kapitalverluste aufzurechnen oder Dividenden oder andere Ausschüttungen zu zahlen.

Die Aktien lauten sind Inhaber oder Namensaktien, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Aktien können, auf Anfrage der Aktionäre, durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Titel III. - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, geleitet, welche Aktionäre sein können.

Sollte die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär haben, so kann lediglich ein (1) Alleinverwalter die Geschäfte der Gesellschaft führen, unabhängig davon, ob er eine natürliche oder juristische Person ist.

Sofern in dieser Satzung nicht anders vorgesehen, sind alle Vollmachten und Kompetenzen, welche dem Verwaltungsrat zugewiesen werden, auch dem Alleinverwalter zugewiesen, sofern ein solcher gewählt wurde.

Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder Alleinverwalter eine juristische Person sein, soll diese einen permanenten Vertreter (der „Permanente Vertreter“) ernennen, welcher in Luxemburg residiert.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Alleinverwalter werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, wobei die Generalversammlung die Mitglieder jederzeit abberufen kann.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds gilt als unbesetzt wenn:

- er von seinem Posten unter schriftlicher Benachrichtigung der Gesellschaft zurücktritt, oder
- seinen Posten aufgrund rechtlicher Vorschriften niederlegen muss weil es ihm durch diese Vorschriften verboten ist oder er als unqualifiziert gilt, diesen Posten weiterhin auszuüben;
- er zahlungsunfähig wird oder generell Absprachen oder einvernehmliche Regelungen mit seinen Gläubigern trifft, oder
- wenn er von seinem Posten durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre enthoben wird.

Sofern das Gesetz es erlaubt, soll jedes aktuelle oder ehemalige Mitglied des Verwaltungsrates aus dem Vermögen der Gesellschaft für jeglichen Verlust oder Haftung entschädigt werden, welche ihm aufgrund der Ausübung seines Mandats als Mitglied entstanden sind.

Art. 7. Sofern er existiert, wählt der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden trifft sich der Verwaltungsrat so oft wie es im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn ein (1) Verwaltungsratsmitglied dies verlangt.

Alle Verwaltungsratssitzungen werden in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

In dringlichen Fällen können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Auswirkungen wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Alleinverwalter sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels erbracht werden. Umlaufbeschlüsse sollen an den Sitz der Gesellschaft übersendet werden und dort aufbewahrt werden.

In dringlichen Fällen können Mitglieder des Verwaltungsrates Sitzungen auch durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln abhalten. Nimmt ein Mitglied an einer solchen Sitzung durch ein Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Ferntelekommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung besprochenen Angelegenheiten abstimmen können.

Art. 8. Der Alleinverwalter oder der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zustehen, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates oder des Alleinverwalters.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 9. Wenn ein Verwaltungsrat besteht, wird die Gesellschaft rechtmäßig vertreten durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder.

Sollte lediglich ein Alleinverwalter existieren, wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des Alleinverwalters rechtlich wirksam gebunden. Ist der Alleinverwalter eine juristische Person, so soll deren Unterschrift im Einklang mit ihren Gesellschaftsdokumenten und existierenden Autorisation abgegeben werden. Diese juristische Person, welche Alleinverwalter ist, kann den Permanenten Vertreter autorisieren, im Namen der Gesellschaft zu zeichnen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts an einen oder mehrere seiner Mitglieder, die geschäftsführenden Mitglieder, delegieren.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die Verwaltung aller Angelegenheiten der Gesellschaft oder der Angelegenheiten eines bestimmten Sachgebietes einem oder mehrerer seiner Mitglieder zuweisen und für bestimmte Angelegenheiten Sondervollmachten an andere Personen erteilen, die weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat, durch seinen Vorsitzenden oder einen für diesen Zweck bevollmächtigtes Mitglied des Verwaltungsrates, oder der Alleinverwalter, falls vorhanden, vertritt die Gesellschaft in allen Rechtsstreitigkeiten im Namen der Gesellschaft.

Titel IV. - Aufsicht

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Rechnungskommissare beaufsichtigt. Rechnungskommissare werden durch die Generalversammlung der Aktionäre oder den Einzelaktionär, im gegebenen Falle, ernannt, welche(r) auch die Anzahl der Rechnungskommissare, ihre Entschädigung und die Dauer ihrer Bestellung, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, bestimmt.

Titel V. - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung tritt am 1. Freitag des Monats Mai um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben genannten Ort im Großherzogtum Luxemburg zusammen.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Alle außerordentlichen Generalversammlungen finden ebenfalls in Luxemburg statt.

Die Generalversammlung kann wirksam Beschlüsse fassen, wenn die einfache Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre auf einer jährlichen oder außergewöhnlichen Generalversammlung zustimmt, es sei denn, das Gesetz oder diese Satzung sehen andere Mehrheits- und Quorumserfordernisse vor.

Titel VI. - Geschäftsjahr - Gewinnverwertung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Nach Abzug jeglicher Ausgaben der Gesellschaft und Amortisierungen, weist die Bilanz der Gesellschaft ihren Nettogewinn aus.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden als gesetzliche Rücklage abgeführt.

Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht hat. Sollte die gesetzliche Rücklage unter diesen Wert sinken, muss die zwangsweise Abführung wieder aufgenommen werden bis die gesetzliche Rücklage wieder vollständig aufgefüllt ist.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär, wie vorhanden, frei verfügen.

Titel VII. - Auflösung und Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre oder des Einzelaktionärs aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse und die Entschädigung des bzw. der Liquidatoren.

Titel VIII. - Allgemeine Vorschriften

Art. 17. Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Satzung geregelt werden, unterliegen den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und den Änderungsgesetzen zu diesem Gesetz.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.
- 3) Ausnahmsweise können der erste Vorsitzende sowie der erste Delegierte des Verwaltungsrates von der ersten Generalversammlung, welche den ersten Verwaltungsrat bestellt, ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass sämtliche hundert (100) Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

1) Herr Wolfgang FREYMUTH, vorgeannt, fünfzig Aktien,	50
2) Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, vorgeannt, fünfzig Aktien,	<u>50</u>
Total: einhundert Aktien,	100

Alle vorgeannten Aktien wurden voll und ganz eingezahlt, so dass ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner gültigen Fassung, vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr neunhundertfünfzig Euro zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann finden die eingangs erwähnten Komparenten, welche das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1635 Luxemburg, 87, allée Léopold Goebel.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.
3. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Wolfgang FREYMUTH, Rentner, geboren am 5. Oktober 1943 in Wildeshausen (Bundesrepublik Deutschland), wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 55, Avenue du X Septembre;

b) Frau Judita FREYMUTH-KABATOVA, ohne Stand, geboren am 19. Mai 1947 in Hlohovec (Slowakei), wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 55, Avenue du X Septembre; und

c) Herr Raymond HENSCHEN, Maître en Sciences Economiques, geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 17. Januar 1955, wohnhaft in L-2241 Luxemburg, 20, rue Tony Neuman.

4. Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FIDUPLAN S.A.“, mit Sitz in L-1635 Luxemburg, 87, Allée Léopold Goebel, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 44563, wird zum Rechnungskommissar ernannt.

5. Gebrauch machend vom durch Punkt 3) der Übergangsbestimmungen vorgesehenen Recht, ernennt die Generalversammlung Herrn Wolfgang FREYMUTH, vorgeannt, zum:

- Vorsitzenden des Verwaltungsrates, und

- Delegierten des Verwaltungsrates, mit der Befugnis die Gesellschaft in allen Umständen rechtmäßig durch seine Einzelunterschrift zu verpflichten.

6. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, des Delegierten des Verwaltungsrates und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2020.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Signé: W. FREYMUTH, J. FREYMUTH-KABATOVA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 août 2014. LAC/2014/36742. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130728/213.

(140147892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

**Live Nation Luxembourg Holdco 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.)**

Capital social: USD 6.674.972,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 139.790.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth of August.

Before Us Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, the Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Ticketmaster Luxembourg holdco 1, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.449 (the “Sole Shareholder”), here represented by Ms. Peggy Simon, private employee, with professional address at 9, Rabbatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on August 11, 2014.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing company is the Sole Shareholder of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established in Luxembourg under the name of “Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.”, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Beck dated on June 25th, 2008, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, number 1780, on July 18th, 2008 (the “Company”). The articles of association have been amended for the last time by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated November 26th, 2008, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, number 2 183, on January 28th, 2009.

II. The Company’s subscribed and paid-in share capital is set at eight million, nine hundred and five thousand, eight hundred and sixty-eight U.S. Dollars (USD 8,905,868.-) represented by eight million, nine hundred and five thousand, eight hundred and sixty-eight (8,905,868) shares of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

III. The Sole Shareholder, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company from Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l. to Live Nation Luxembourg HoldCo 2, S.à r.l..

Second resolution

Pursuant to the above resolution, article 4 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 4. Name.** The Company will have the name of “Live Nation Luxembourg HoldCo 2, S.à r.l.”.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the subscribed and paid-in share capital by thirty-two U.S. Dollars (USD 32.-) in order to raise it from its present amount of eight million, nine hundred and five thousand, eight hundred and sixty-eight U.S. Dollars (USD 8,905,868.-) to eight million, nine hundred and five thousand, nine hundred U.S. Dollars (USD 8,905,900.-) by the creation and issue of thirty-two (32) new shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each, vested with the same rights as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, through its proxyholder, declared to subscribe to thirty-two (32) new shares of one U.S. Dollar (USD 1.-) each, and to have them fully paid up along with the payment of a share premium in the amount of three hundred and seventy-nine million, eight hundred and fifteen thousand, six hundred and forty-nine U.S. Dollars and forty-six cents (USD 379,815,649.46.-), by a contribution in kind consisting of the conversion and subsequent termination of an unquestionable and immediately payable debt owed by the Company to the Sole Shareholder in the aggregate amount of three hundred and seventy-nine million, eight hundred and fifteen thousand, six hundred and eighty-one U.S. Dollars and forty-six cents (USD 379,815,681.46.-) (the “Contribution in Kind”), as stated in a declaration of the receiver of the Contribution in Kind dated August 11, 2014 as well as in a declaration of the contributor of the Contribution in Kind dated August 11, 2014. A copy of the aforementioned declarations will remain annexed to the present deed.

Effective implementation of the contribution in kind

The Sole Shareholder, through its proxyholder, declared that:

- it is the sole full owner of the Contribution in Kind and possesses the power to dispose of it, being legally and conventionally freely transferable; and
- the Contribution in Kind is free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to convert the Company’s share capital from its US Dollars currency into Euro, using the exchange rate of USD 1 = EUR 0,7495 as of August 7, 2014, the present share capital of eight million, nine hundred five thousand, nine hundred U.S. Dollars (USD 8,905,900.-) being hence replaced by a share capital of six million, six hundred and seventy-four thousand, nine hundred and seventy-two Euro (EUR 6,674,972.-) represented by six million, six hundred and seventy-four thousand, nine hundred and seventy-two (6,674,972) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, entirely held by the Sole Shareholder. As a result of the currency conversion, the Sole Shareholder resolved to allocate five cents (EUR 0.05) to the share premium account of the Company.

Fifth resolution

Pursuant to the above resolutions, article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The share capital is set at six million, six hundred and seventy-four thousand, nine hundred and seventy-two Euro (EUR 6,674,972.-), represented by six million, six hundred and seventy-four thousand, nine hundred and seventy-two (6,674,972) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), all subscribed and fully paid-up.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowered and authorized any one manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of the present resolutions, have been estimated at six thousand five hundred Euro (EUR 6.500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the company appearing, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le douze août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.à. r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.449 (ci-après l'«Associée Unique»), représentée par Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 août 2014.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. La comparante est l'Associée Unique de la société à responsabilité limitée établie au Luxembourg sous la dénomination de «Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.», constituée suivant un acte notarié reçu par Maître Henri Beck en date du 25 juin 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1780, le 18 juillet 2008 (ci-après la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 26 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 183, le 28 janvier 2009.

II. Le capital social souscrit de la Société est fixé à huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit U.S. Dollars (USD 8.905.868,-) représenté par huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit (8.905.868) parts sociales d'une valeur nominale d'un U.S. Dollar (USD 1,-).

III. L'Associée Unique, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique a décidé de changer le nom actuel de la Société de Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l. en Live Nation Luxembourg HoldCo 2, S.à r.l..

Deuxième résolution

Suite à la résolution susmentionnée, l'article 4 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «Live Nation Luxembourg HoldCo 2, S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associée Unique a décidé d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de trente-deux U.S. Dollars (USD 32,-) pour le porter de son montant actuel de huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit U.S. Dollars (USD 8.905.868,-) à huit millions neuf cent cinq mille neuf cents U.S. Dollars (USD 8.905.900,-) par la création et l'émission de trente-deux (32) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un U.S. Dollar (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

Sur ce, l'Associée Unique, par son mandataire, a déclaré souscrire aux trente-deux (32) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un U.S. Dollar (USD 1,-) chacune les libérer intégralement, conjointement avec une prime d'émission d'un montant de trois cent soixante-dix-neuf millions huit cent quinze mille six cent quarante-neuf US Dollars et quarante-six centimes (USD 379.815.649,46), par un apport en nature consistant en la conversion et l'annulation d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Associée Unique, à l'encontre de la Société d'un montant de trois cent soixante-dix-neuf millions huit cent quinze mille six cent quatre-vingt-un US Dollars et quarante-six centimes (USD

379.815.681,46,-) (l'«Apport en Nature»), tel qu'il résulte d'une déclaration de la société apporteuse de l'Apport en Nature datée du 11 août 2014, ainsi que d'une déclaration de la société bénéficiaire de l'Apport en Nature datée du 11 août 2014. Les copies desdites déclarations demeureront annexées au présent acte.

Réalisation effective de l'apport en nature

L'Associée Unique, par son mandataire, déclare:

- Etre la seul pleine propriétaire de l'Apport en Nature et posséder les pouvoirs d'en disposer, celui-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible; et
- L'Apport en Nature est libre de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers.

Quatrième résolution

L'Associée unique a décidé de convertir le capital social de la Société de l'US Dollars à l'Euro en utilisant le taux de change USD 1 = EUR 0,7495 en date du 7 août 2014, de sorte que le présent capital social d'un montant de huit millions neuf cent cinq mille neuf cents U.S. Dollars (USD 8.905.900,-) soit désormais remplacé par un capital social d'un montant de six millions six cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-douze Euros (EUR 6.674.972,-) représenté par six millions six cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-douze (6.674.972) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, entièrement détenues par l'Associée Unique. En conséquence du changement de devise, l'Associée Unique a décidé d'allouer cinq centimes (EUR 0.05) au compte de prime d'émission de la Société.

Cinquième résolution

Suite à la résolution susmentionnée, l'article 6 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital souscrit.** Le capital social est fixé à six millions six cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-douze Euros (EUR 6.674.972,-) représenté par six millions six cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-douze (6.674.972) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat de parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.»

Sixième résolution

L'Associée Unique a décidé de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.

Frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle à raison des présentes, ont été estimés à six mille cinq cents Euros (EUR 6.500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la société comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même société et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 août 2014. Relation: ECH/2014/1527. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130937/180.

(140148504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Luxembourg School of Business A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1736 Luxembourg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg F 10.058.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fourth day of August. Between:

1. Djuro Njavro, Ph.D., with professional address at Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatia, born on January 15th, 1975 in Metkovic, Croatia, of Croatian nationality, Dean of Zagreb School of Economics and Management,
2. Mato Njavro, Ph.D., with professional address at Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatia, born on February 16th, 1986 in Zagreb, Croatia, of Croatian nationality, vice-dean for international affairs at Zagreb School of Economics and Management,
3. Marin Njavro, with professional address at Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatia, born on March 5th, 1988 in Zagreb, Croatia, of Croatian nationality,

The appearing parties decide to create and to state as follows the articles of incorporation of a Luxembourg non-profit association (association sans but lucratif), which is hereby created:

1. Name. The Association shall be a non-profit organization according to the law of 21 April 1928, as modified, on non-profit-making associations and foundations (the "1928 Law").

The Association shall be known as: "Luxembourg School of Business, a.s.b.l."

2. Registered office. The registered office of the Association shall be established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; it can be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by simple majority decision of the board of administrators (later defined as "the Board").

3. Charity purpose. The Association shall have for its purpose the foundation, organization, and administration of a business school in the Grand Duchy of Luxembourg. The business school shall be called "Luxembourg School of Business" (the School).

One of the main purposes of the Association will be to offer, through the School, various higher educational academic and non-academic programs in business-related disciplines such as management, economics, finance, law, as well as in any other academic or non-academic disciplines. Through the School and/or its affiliated domestic or international entities, the Association will offer various academic and non-academic degrees and/or certificates, as the School may develop from time to time.

Through the School, the Association may also organize, both in Luxembourg and internationally, any other educational activities and/or events, which may help pursue the mission of developing and disseminating knowledge in all its forms, and to support the development of high-quality academic environment in Luxembourg and in the wider region.

Through its activities, the Association will seek to promote Luxembourg as an important study destination and as a hub of academic excellence. The Association and the School will seek to support the production of high-quality academic research.

In fulfilling its purpose, the Association and the School may enter into various kinds of partnerships (institutional or otherwise) with any third party.

The Association may also engage in various publishing or other activities and create special legal entities dedicated to realizing such activities which are seen as complimentary to the goals the Association is seeking to accomplish. In addition to the objectives set out above, the purpose of the Association is to:

- promote, establish, cooperate with, become a member of, or assist by providing advices or granting loans, donations or otherwise, any association, institution, entities or otherwise, registered or not in Luxembourg and having aims in full or partially similar to those of the Association;
- publish and make known the Association and its targets, reasons and goals by all means that may be considered appropriate and solicit, receive and keep donations, subscriptions, gifts and rewards of all kinds.

More generally, in order to carry out its purposes, the Association may be engaged in other activities, justified by its mission, in particular, and no limited to, the acquisition of any property of material rights (especially databases and others rights of intellectual property), rental, provision of property, staff employment, conclusion of contracts, or raising of funds.

In order to achieve any of its purposes, the Association may enter into any type of contract, for a consideration or free of charge, with third parties established in Luxembourg or abroad.

The Association shall carry out its purpose in a spirit of strict political, ideological, and religious neutrality.

4. Duration. The Association is formed for an unlimited duration.

5. Members of the As.b.l. The Association shall have a maximum of five (5) members and a minimum of three (3) members.

Any person can become a member by expressing its wish in writing to the Board and after having paid the annual subscription fee. The final decision belongs to the Board. The Board cannot accept more members than the maximum provided by the present articles.

The annual subscription fees shall be established and may be modified by the Board. The annual subscription fee cannot exceed an amount of one hundred euro (EUR 100).

Any member of the association who wants to leave the Association must request this in writing to the Board.

Any member can be excluded from the Association by a Board's decision requiring approval from at least two-thirds of Board members who have a right to vote. Such a decision will have to be approved and ratified by the General Meeting.

The exclusion of a member can only be decided by a two third majority of the voting right of the General Meeting.

The Board can vote to exclude a member, if such member has committed serious mistakes or has directly acted against the provisions of this articles and/or of the internal rules and regulations instituted by the Association.

6. Management - Representation. The Association shall be governed by the board of administrators (the Board) which shall be composed of at least one Board member having voting rights. The Board may also include other non-voting members.

The Board shall elect from among its members a chairman, a vice-chairman, a secretary, and a treasurer.

The members of the Board shall be elected for a mandate of six (6) years. Such mandate can be renewed or revoked pre-maturely by the decision of the General Meeting requiring approval of at least two-thirds of the members.

The Board is in charge to insure the internal management of the Association as well as its effective functioning.

The Board is responsible for the administrative side of the Association which is not assigned to the General Meeting by this articles of association or by the law.

The Board may charge persons who are not members of the Board with a particular assignment. These persons, who need not be members of the Association, may be invited to attend meetings of the Board but without the right to vote.

In case of need, the Board may establish committees that, in addition to Board members, may include voting or honorary members, or non-members of the Association.

The Board shall meet as often as the interests of the Association require. Members of the Board may decide upon the dates to be fixed for their regular meetings. Special meetings may be convened by the chairman or by any two Board members. The Board can meet validly only if the majority of its voting members are present or represented by proxy given in accordance with article 6 alinea 12

Board meetings shall be presided over by the chairman, or in his/her absence by the vice-chairman, or in the latter's absence by the secretary, or in the latter's absence by the treasurer, or in the latter's absence by the longest-serving Board member present

The Board's decisions shall be taken by simple majority of those voting including the presiding officer. In case of a tie, the presiding officer shall cast the deciding vote.

The decisions of the Board shall be recorded in minutes which shall be signed by the chairman and the secretary as well as by any Board members who wish to do so. The minutes shall be kept in a special register. Extracts or copies of the minutes to be produced in a court of Justice or elsewhere shall be certified as conforming to the original minutes and signed by the chairman or by any two other members of the Board.

Any Board member unable to attend a Board meeting may give his/her proxy in writing to one of the other members, to represent him/her at that meeting and to vote on his/her behalf and in his/her place. No Board member may hold more than two proxies.

In some cases, and only if all the voting members of the Board are in agreement with the procedure, the Board may also take decisions by written communication. Such decisions will be valid once all Board members have signed them.

The Board shall have the most extended powers to manage the activities of the Association and to represent it in all legal and extra-legal matters. Anything that is not expressly reserved to the General Meeting by the present Articles or by law is within the competence of the Board.

The Board can, in particular, acquire, sell or mortgage the property of the Association, borrow money, and accept all gifts and legacies, so long as they are authorized under the conditions of article 16 of the 1928 law and to the extent that these Articles allow.

The Board can hire or dismiss members of the administration or teaching body of the School, decide upon the admission, non-admission or expulsion of students of the School, and hire or dismiss all employees or workers in the service of the Association, in accordance with Luxembourg law. The Board may also name special committees and attribute them with necessary powers in order to more efficiently manage the School.

The Board shall have the exclusive power to determine the annual tuition fees for all of School's academic programs. Such decisions will be made in written by the Board and published on the School's website.

At the first regular General Meeting of the Association in each financial year, the Board shall submit the accounts for the previous financial year and the budget for the next financial year.

The Board shall ensure that the provisions of articles 3, 9 and 10 of the 1928 Law are strictly observed, in respect of third parties, the Association shall be validly bound by the joint signatures of two Board members provided that their action has been authorized by the Board.

7. Daily Management. The Board may delegate day-to-day management of the Association and of the School's activities, excluding all other powers reserved by the Board, to one or several of its members, or to one or several third parties.

Such person, to whom the Board has delegated day-to-day management of the Association and of the School, can create teams within the School's administration and appoint members of such team and assign them with particular duties and responsibilities. Such members as well as their authority and responsibilities have to be approved and confirmed by a written decision of the Board.

As part of daily management activities, the above mentioned person to whom the Board has delegated day-to-day management of the Association and of the School, has the authority to:

- approve various purchases, agreements, and different administrative acts necessary for the stable operation of the Association; any such purchases, agreements and/or acts that have a value larger than eight thousand euro (EUR 8,000), will require written approval by the simple majority of the Board;
- manage and/or appoint or remove the administrative and academic personnel;
- manage the relationships with academic faculty, students, companies, or other entities the School has relationships with;
- represent the Association and/or the School in its relations with third parties;
- execute any decision the Board has authorized.

8. General Meeting. A decision of the General Meeting of the members of the Association (the General Meeting) shall be necessary for the following:

- Amendment to the Articles;
- election and removal of Board members;
- approval of the budget and accounts;
- discharge of the Board members in recognition of the fulfillment of their responsibilities for the prior year;
- dissolution of the Association; and
- exercise of all other powers conferred upon it by law or by these Articles.

A General Meeting shall deliberate only on the amendments to these Articles if that purpose is specifically indicated in the notice and if the General Meeting is made up of at least two third of the voting members.

Any amendment shall be adopted by a two third majority of the votes.

If two thirds of the voting members are not present or represented at the first meeting, a second meeting shall be called which will deliberate regardless the number of voting members present or represented, but in this case the decision shall be subject to homologation by the civil court

However, if the moderation concerns one of the purposes under which the Association was formed, the preceding rules are modified as follows:

- a. the second meeting will not be validly formed unless at least half of the voting members are present or represented;
- b. the decision will not be adopted, in the first or the second meeting, unless it is voted upon by three fourths of the votes validly casts;
- c. if, in the second meeting, two thirds of the voting members will not be presented or represented, the decision shall be ratified by the civil court.

Regular General Meetings shall be convened by the Board by ordinary or electronic mail addressed to all voting members at least twenty-one calendar days in advance of the date of the meeting. This notice shall contain a proposed agenda and the announcement of an election to the Board if an election is to take place.

Regular General Meetings shall also be convened if at least one fifth of the members of the Association request it.

General Meetings shall be presided over by the chairman, or in his/her absence by the vice-chairman, or in the latter's absence by the secretary, or in the latter's absence by the treasurer, or in the latter's absence by the longest-serving Board member present. In case of a tie, the Chairman of the General Meeting shall have a casting vote.

All decisions taken in relation to the amendment of the Articles or dissolution of the Association are subject to the conditions of articles 8 and 20 of the 1928 Law.

The resolutions of the General Meeting of the Association shall be posted at the registered office of the Association, and communicated to members of the Association. If non-members are affected by any decisions adopted by the Association they shall be informed by mail or by appropriate publications.

9. Financial year. The Board establishes the account of income and expenditure of the financial year and submit It to the General Meeting for approval together with a project of budget for the next financial year. The financial year coincides with the calendar year save for the first financial year which might be extended in order to coincide with the following calendar year.

10. Endowments. Should the Association, through its operating activities, generate surplus before the end of any given financial year, the Board may decide to allocate such surplus to one or more endowments or charities which must have general purpose similar to that of the Association, as stated in article 3 of these Articles.

11. Dissolution and liquidation. The dissolution and liquidation of the Association shall be regulated by articles 18 and following of the 1928 Law.

In case of the dissolution of the Association, the General Meeting shall, after settling the debts of the Association, decide how its assets will be allocated in accordance with Luxembourg law.

11. General provision. Any matters not provided for in the present Articles, shall be governed by the provisions of the 1928 Law.

The present articles of association are worded in English followed by a French translation; in case of divergence between the English text and the French text, the English version will prevail.

Signed on August 4th 2014.

Djuro Njavro / Mato Njavro / Marin Njavro.

French Translation Follows

L'an deux mille quatorze, le 4 Août

Entre:

1. Djuro Njavro, Docteur (Ph.D.), avec adresse professionnelle à Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatie, né le 15 janvier, 1975 à Metkovic, Croatie, de nationalité croate, Doyen de l'Ecole de Gestion et d'Economie de Zagreb;

2. Mato Njavro, Docteur (Ph.D.), avec adresse professionnelle à Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatie, né le 16 février 1986 à Zagreb, Croatie, de nationalité croate, Vice-Doyen de l'Ecole de Gestion et d'Economie de Zagreb;

3. Marin Njavro, avec adresse professionnelle à Jordanovac 110, Zagreb, 10000, Croatie, né le 5 mars, 1988 à Zagreb, Croatie, de nationalité croate,

Les parties comparantes décident de créer et d'établir comme suit les statuts d'une association sans but lucratif de droit luxembourgeois qui est ainsi constituée:

1. Dénomination. L'Association est une organisation sans but lucratif conformément à la loi du 21 avril 1928, sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée (la «Loi de 1928»).

L'Association existera sous la dénomination de «Luxembourg School of Business, a.s.b.l.».

2. Siège social. Le siège social de l'Association est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg; il peut être transféré en n'importe quel autre lieu du Grand-Duché du Luxembourg à la suite d'une décision prise à la majorité simple du conseil d'administration (ci-après définis comme le «Conseil»).

3. Objet caritatif. L'Association a pour objet la création, l'organisation et l'administration d'une école de commerce au Grand-Duché de Luxembourg. L'Ecole existera sous la dénomination de «Luxembourg School of Business» (l'Ecole).

L'un des principaux objets de l'Association sera d'offrir, par le biais de l'Ecole, différents programmes d'enseignement supérieurs universitaires et non-académiques dans les disciplines liées au commerce telles que la gestion, l'économie, la finance, le droit, ainsi que toute autre discipline universitaire et non-académique. Par le biais de l'Ecole et/ou des entités nationales ou internationales qui lui sont affiliées, l'Association délivrera différents diplômes et/ou certificats universitaires et non-académiques que l'Ecole développera au fil du temps.

L'Association peut également par le biais de l'Ecole, organiser à Luxembourg et à l'étranger, toute autre activité et/ou événement pédagogiques, qui pourraient avoir pour effet de favoriser la mission de développement et de diffusion du savoir sous toutes ses formes, et de soutenir le développement de l'environnement universitaire de haute qualité au Luxembourg et dans la grande région.

Par ses activités, l'Association cherchera à promouvoir Luxembourg comme une destination majeure d'études et comme un centre universitaire d'excellence. L'Association et l'Ecole chercheront à favoriser la production de recherche universitaire de haute qualité.

Dans l'accomplissement de leur objet, l'Association et l'Ecole pourront conclure toute sorte d'accord de partenariat (Institutionnel ou autre) avec tout tiers.

L'Association peut également exercer toute activité d'édition ou autre, et instituer des entités juridiques spéciales dédiées à la réalisation des activités considérées comme complémentaires aux objectifs que l'Association entend accomplir.

En sus des objectifs ci-dessus énumérés, l'objet de l'Association est de:

- promouvoir, établir, coopérer avec, devenir un membre de, ou assister par l'offre de conseils ou en accordant des prêts, des dons ou autre, à toute association, institution, entité ou autre, immatriculée ou non au Luxembourg et ayant des buts partiellement ou totalement similaires à ceux de l'Association;

- rendre public et faire connaître l'Association et ses buts, raisons et objectifs par tous les moyens considérés comme appropriés et solliciter, recevoir et conserver des donations, souscriptions, cadeaux et récompenses de toute nature.

Plus généralement, à l'effet d'accomplir ses objectifs, l'Association peut s'engager dans d'autres activités, justifiées par sa mission, en particulier, notamment, l'acquisition de tout droit de propriété sur [des droits matériels] (en particulier des bases de données et autres droits de propriété intellectuelles), la location, la fourniture de bien, le recrutement de personnel, la conclusion de contrats) ou la levée de fonds.

A l'effet d'atteindre chacun de ses objectifs, l'Association peut conclure tout type de contrat, à titre onéreux ou à titre gratuit, avec des tiers établis à Luxembourg ou à l'étranger.

L'Association poursuivra son objet dans un esprit de stricte neutralité politique, idéologique et religieuse.

4. Durée. L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

5. Membres de l'A.s.b.l. L'Association est composée de cinq (5) membres au maximum et de trois (3) membres au minimum.

Toute personne peut devenir membre en exprimant son souhait, par écrit, au Conseil et après s'être acquittée des cotisations annuelles. La décision finale revient au Conseil. Le Conseil ne peut pas admettre d'avantage de membres que le maximum prévu par les présents statuts.

Les cotisations annuelles sont définies et peuvent être modifiées par le Conseil. La cotisation annuelle ne peut excéder la somme de cent euros (EUR 100).

Tout membre de l'Association qui souhaite quitter l'Association doit en aviser le Conseil par écrit.

Tout membre peut être exclu de l'Association par une décision du Conseil requérant l'accord des deux-tiers au moins des membres du Conseil disposant d'un droit de vote; Ladite décision doit être approuvée et ratifiée par l'Assemblée Générale.

Le Conseil peut voter l'exclusion d'un membre si ledit membre a commis des fautes graves ou s'il a directement agi en violation des stipulations des présents statuts et/ou des règlements et règlements internes institués par l'Association.

6. Gestion - Représentation. L'Association est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins un (1) membre disposant d'un droit de vote. Le Conseil peut également être composé de membres sans droit de vote.

Le Conseil peut choisir parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de six (6) ans. Ledit mandat peut être renouvelé ou il peut être prématurément mis fin au mandat par une décision de l'Assemblée Générale requérant l'accord de deux-tiers des membres du Conseil.

Le Conseil est chargé d'assurer la gestion interne de l'Association ainsi que l'efficacité de son fonctionnement

Le Conseil est en charge des aspects administratifs de l'Association qui ne sont pas dévolus à l'Assemblée Générale par les présents statuts ou par la loi.

Le Conseil peut assigner une mission particulière à des personnes qui ne sont pas membre du Conseil. Lesdites personnes, qui ne sont pas nécessairement membres de l'Association, peuvent être invitées à assister à des réunions du Conseil mais sans le droit de voter.

Si besoin, le Conseil peut créer des comités, qui en plus des membres du Conseil, peuvent comprendre des membres votants ou honoraires, ou des personnes non-membres de l'Association.

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige. Les membres du Conseil peuvent décider des dates de leurs réunions ordinaires. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par le président ou par deux membres du Conseil. Le Conseil ne peut se réunir valablement que si la majorité de ses membres votants sont présents ou représentés par procuration donnée conformément à l'article 6 alinéa 12.

Les réunions du Conseil sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou, en l'absence de celui-ci, par le secrétaire, ou, en l'absence de celui-ci, par le trésorier ou, en l'absence de ce dernier, par le membre du Conseil présent ayant le plus d'ancienneté.

Les décisions du Conseil seront prises à la majorité simple des votants, en ce inclus la voix du membre président le Conseil. En cas d'égalité des voix, le membre président le Conseil dispose d'une voix prépondérante.

Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le membre président et par le secrétaire, ainsi que par tout membre du Conseil qui le souhaite. Les procès-verbaux sont conservés dans un registre spécial. Des extraits ou copies de procès-verbaux devant être produits en justice ou pour tout autre motif doivent être certifiés conformes à l'original du procès-verbal et signés par le président ou par deux autres membres du Conseil.

Tout membre du Conseil qui est dans l'impossibilité d'assister à une réunion peut remettre une procuration écrite à un des autres membres pour le représenter à cette réunion et pour émettre un vote en ses lieu et place. Aucun membre du Conseil ne peut détenir plus de deux procurations.

Dans certains cas, et uniquement si tous les membres votante du Conseil sont d'accord avec cette procédure, le Conseil peut également prendre des décisions par écrit. Lesdites décisions ne sont valables qu'une fois signées par tous les membres.

Le Conseil dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les activités de l'Association et pour la représenter dans toute affaire de caractère juridique ou non-juridique. Tout ce qui n'est pas explicitement réservé à l'Assemblée Générale par les présents Statuts ou par la loi relève de la compétence du Conseil.

Le Conseil peut, en particulier, acquérir, vendre ou hypothéquer les biens de l'Association, emprunter de l'argent et accepter tous legs ou donation dans la mesure où ils sont autorisés par les conditions prévues à l'article 16 de la loi de 1928 et par les présents Statuts.

Le Conseil peut engager ou licencier les membres de l'administration et du corps enseignant de l'Ecole, décider de l'admission, de la non-admission ou de l'expulsion des élèves de l'Ecole, et engager ou licencier tous les employés et ouvriers au service de l'Association, conformément au droit luxembourgeois. Le Conseil peut également désigner des comités spécialisés et leurs attribuer les pouvoirs nécessaires à l'effet de gérer l'Ecole de manière plus efficace.

Le Conseil dispose, à titre exclusif, du pouvoir de fixer le montant des frais de scolarité annuels pour tous les programmes universitaires de l'Ecole. Cette décision sera prise par le Conseil, par écrit et sera publiée sur le site Internet de l'Ecole.

Lors de la première Assemblée Générale ordinaire de l'Association de chaque exercice social, le Conseil soumettra les comptes de l'exercice fiscal précédent et le budget de l'exercice fiscal suivant

Le Conseil veillera à ce que les dispositions des articles 3, 9 et 10 de la Loi de 1928 soient strictement respectées. L'Association est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux membres du Conseil dans la mesure où l'action de ces deux membres ait été autorisée par le Conseil.

7. Gestion-journalière. Le Conseil peut déléguer la gestion journalière des activités de l'Association et de l'Ecole, à l'exclusion de tous les autres pouvoirs réservés par le Conseil, à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs tiers.

Cette personne, à qui le Conseil a délégué la gestion journalière de l'Association et de l'Ecole, peut créer des équipes au sein de l'administration de l'Ecole et nommer des membres parmi lesdites équipes et leurs assigner des fonctions et des responsabilités. Ces dits membres ainsi que leurs fonctions et responsabilités doivent être approuvés et confirmés par une décision écrite du Conseil.

Dans le cadre des activités de gestion journalière, la personne ci-dessus mentionnée, à qui le Conseil a délégué la gestion journalière de l'Association et de l'Ecole, est habilitée à:

- approuver différents achats, contrats, et différents actes administratifs nécessaires au fonctionnement stable de l'Association, tout achat, contrat et /ou actes d'une valeur supérieure à huit mille euros (EUR 8.000) requièrent un accord écrit de la majorité simple du Conseil;
- gérer et/ou nommer ou révoquer le personnel administratif ou le personnel enseignant;
- gérer tes relations avec les facultés, les étudiants, les sociétés ou toutes autres entités avec lesquelles l'Ecole entretient des relations;
- représenter l'Association et/ou l'Ecole dans ses relations avec les tiers;
- faire exécuter toute décision autorisée par le Conseil.

8. Assemblée Générale. Une décision de l'Assemblée Générale des membres de l'Association (l'Assemblée Générale) est requise dans les cas suivants:

- Modification des Statuts;
- nomination et la révocation des membres du Conseil;
- approbation du budget et des comptes;
- décharge des membres du Conseil en reconnaissance de l'exécution de leur mandat pour l'année précédente;
- dissolution de l'Association; et
- exercice de tous les autres pouvoirs qui lui sont conférés par la loi ou par les présents Statuts.

Une Assemblée Générale délibérera uniquement, sur les modifications des présents Statuts si les lettres de convocation le prévoient et si l'Assemblée Générale est composée d'au moins deux tiers de ses membres votante.

Toute modification devra être adoptée par une majorité des deux tiers des votes.

Si deux tiers des membres votants ne sont pas présents ou représentés lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera convoquée pour délibérer quelle que soit le nombre de membres votants présents ou représentés, toutefois, dans ce cas, les décisions devront être soumises à l'homologation du tribunal compétent en matière civile

Cependant, si les modifications concernent l'un des objets pour lequel l'Association a été constituée, les règles précédentes seront modifiées comme suit:

- a) la deuxième assemblée générale ne sera valablement constituée que si au moins la moitié des membres votants sont présents ou représentés;
- b) la décision ne sera pas adoptée, à la première ou seconde assemblée générale, à moins qu'elle ne soit adoptée par trois-quarts des votes valablement exprimés;
- c) si, lors de la seconde assemblée générale, deux-tiers des membres votants ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être ratifiée par le tribunal compétent en matière civile.

Le Conseil convoque les Assemblées Générales ordinaires par lettre simple ou électronique adressée à tous les membres votants au moins vingt et un jours calendaires avant la date de la réunion. Cet avis de convocation énonce une proposition d'ordre du jour et j'annonce d'une élection au Conseil si une telle élection doit être prévue.,

Les Assemblées Générales ordinaires peuvent également être convoquées sur la demande d'au moins un cinquième des membres de l'Association.

Les Assemblées Générales sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou, en l'absence de celui-ci, par le secrétaire, ou, en l'absence de celui-ci, par le trésorier ou, en l'absence de ce dernier, par le membre du Conseil présent ayant le plus d'ancienneté. Lors d'un vote, le Président de l'Assemblée Générale aura une voix prépondérante.

Toutes les décisions prises en relation avec la modification des Statuts ou la dissolution de l'Association sont soumises aux dispositions des articles: 8 et 20 de la Loi de 1928.

Les résolutions des Assemblées Générales de l'Association seront affichées au siège de l'Association et communiquées aux membres de l'Association. Si des personnes non-membres sont concernées par des décisions adoptées par l'Association, elles en seront informées par courrier ou par une forme appropriée de publication.

9. Exercice Social. Le Conseil établit le compte des recettes et dépenses de l'exercice social et un projet de budget de l'exercice social suivant qu'il soumet à l'Assemblée Générale pour approbation. L'exercice social coïncide avec l'année calendaire à l'exception du premier exercice social qui pourra être étendu pour le faire coïncider avec l'année calendaire.

10. Dotations. En cas où l'Association, à travers ses activités, a généré un surplus financier avant la fin d'un exercice social, le Conseil peut décider de transférer le montant équivalent à ce surplus à un ou plusieurs fonds, fondations ou charités qui doivent avoir un objet social similaire à celui de l'Association, comme précisé dans l'article 3 de ces Articles.

11. Dissolution et liquidation. La dissolution et la liquidation de l'Association sont régies par les articles 18 et suivants de la Loi de 1928.

En cas de dissolution de l'Association, après liquidation du passif de l'Association, l'Assemblée Générale décide de l'affectation de l'actif conformément au droit luxembourgeois.

11. Disposition Générales. Toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents Statuts seront régies par les dispositions de la Loi de 1928.

Les présents, statuts sont rédigés en langue anglaise suivi d'une version française; en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Signed on August 4th 2014.

Djuro Njavro / Mato Njavro / Marin Njavro.

Référence de publication: 2014130761/364.

(140148419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Braygaunore S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5446 Schengen, 4, Hanner der Schoul.

R.C.S. Luxembourg B 150.696.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014129230/10.

(140146504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

CECEP Solar Energy (Luxembourg) Private Limited Company (S.à r.l.), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.036.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CECEP Solar Energy (Luxembourg)

Private Limited Company (S.à r.l.)

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014129265/12.

(140146442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Johnson Controls Interiors Holding EU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.517.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eight day of the month of August.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Johnson Controls Interiors Holding UK Ltd, a limited liability company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at 2 The Briars, Waterberry Drive, Hampshire, Waterlooville, United Kingdom, Company file No. 9133004,

here represented by Mrs. Sophie Henryon, private employee professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of power of attorney established under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the “Articles”) of a private limited liability company (“*société à responsabilité limitée*”) whose name is Johnson Controls Interiors Holding EU S.à r.l. (hereafter the “Company”).

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.7 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole manager (gérant) or in case of plurality of managers (gérants), by a decision of the board of managers (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Capital - Shares (Parts sociales).

5.1 Share Capital - share premium - reserves

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (parts sociales ordinaires) with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Ordinary Shares").

The Company's corporate capital may also be represented by series A preferred shares (parts sociales préférentielles de série A) (the "Series A Preferred Shares"), series B preferred shares (parts sociales préférentielles de série B) (the "Series B Preferred Shares"), series C preferred shares (parts sociales préférentielles de série C) (the "Series C Preferred Shares") and series D preferred shares (parts sociales préférentielles de série D) (the "Series D Preferred Shares") with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

The Series A Preferred Shares, Series B Preferred Shares, Series C Preferred Shares and Series D Preferred Shares are hereinafter collectively referred to as the "Preferred Shares".

The holder(s) of Preferred Shares shall at all time (i) be the holder(s) of at least ten percent (10%) of the Ordinary Shares or (ii) hold an investment in the Ordinary Shares whose acquisition price amounts to at least six million Euros (EUR 6,000,000).

Series of Preferred Shares shall not be converted into any other series of Preferred Shares.

Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. The share premium may remain reserved and attached to the shares (parts sociales) of the shareholder who has contributed it and be reserved to this relevant shareholder in case of distributions, repayment or otherwise. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)

Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Notwithstanding any other provisions of these Articles, in case of transfer of shares (parts sociales), the transferring shareholder shall transfer all of his/her/its shares (parts sociales) of each class of shares (catégorie de parts sociales) or, if the transferring shareholder transfers only some of his/her/its shares (parts sociales), he/she/it shall transfer at the same time shares (parts sociales) proportionally in each class of shares (catégorie de parts sociales).

5.4.4 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.5 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed.

Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Distribution of profit

5.5.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

5.5.2 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 of these Articles, the shareholders' meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of it being understood that in respect of any distribution, such distribution shall be allocated and paid in the following order:

- the holder(s) of the Series A Preferred Shares shall be entitled to a preferential dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series A Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series B Preferred Shares shall be entitled to a preferential dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series B Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series C Preferred Shares shall be entitled to a preferential dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series C Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series D Preferred Shares shall be entitled to a preferential dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series D Preferred Shares; and
- the balance shall be allocated to the holder(s) of the Ordinary Shares commensurate to their shareholding.

5.5.3 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 and Article 5.5.2 of these Articles, the sole manager (gérant) or the board of managers (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to an undistributable reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

5.6 - Redemption of Shares (parts sociales)

The Preferred Shares are issued in the form of redeemable shares.

At any time and upon not less than seven (7) business days advance written notice (unless a shorter notice is agreed between the Company and the relevant holder(s) of Preferred Shares) to be served to the relevant holder(s) of Preferred Shares, the Company may redeem in whole or in part any Series of Preferred Shares in issue, provided that there are sufficient available reserves to that effect.

Upon the redemption, the Redemption Amount will become due and payable by the Company to the holder(s) of the relevant Series of Preferred Shares pro-rata to their holding in such series.

For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

For the purposes of this Article, "Redemption Amount" shall mean an amount equal to the aggregate nominal value of the Preferred Shares repurchased plus the share premium paid in relation to such Preferred Shares, if any, plus all preferential and unpaid dividend on such Preferred Shares as of the date of redemption.

The repurchased Preferred Shares may be cancelled by decision of the single shareholder or the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles.

No Preferred Shares may be cancelled if, as a result, the share capital of the Company would fall below the minimum required by the Law.

Own shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority for as long as they are held by the Company.

5.7 - Share Register

All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.

6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several managers (gérants). If several managers (gérants) have been appointed, they will constitute a board of managers (conseil de gérance), composed of manager(s) of the category A and of manager (s) of the category B. The manager(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The manager(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A manager (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole manager (gérant) and each of the members of the board of managers (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as manager (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), of the board of managers (conseil de gérance).

6.2.2 The sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will determine the agent(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole manager (gérant), and, in case of plurality of managers (gérants), by the joint signatures of a manager of the category A and a manager of the category B or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the board of managers (conseil de gérance).

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of managers (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of managers (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the managers (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of managers (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of managers (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least two (2) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each manager (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each manager (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of managers (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the managers (gérants) is present or represented at the meeting of the board of managers (conseil de gérance). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the managers (gérants) present or represented at such meeting.

6.4.4 The resolutions of the board of managers (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all managers (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' (conseil de gérance) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A manager (gérant) may appoint any other manager (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A manager (gérant) can act as representative for more than one other manager (gérant) at a board meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) managers (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8. of these Articles.

6.4.8 Any and all managers (gérants) may participate in any meeting of the board of managers (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Managers (gérants)

Any manager (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3 Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespectively of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespectively of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of March at 2 pm.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) instead of a statutory auditor. The approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) shall be appointed on an annual basis (the mandate being renewable also on an annual basis).

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial Year

The Company's financial year starts on the 1st October and ends on the 30 September of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 30 September 2014 (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Dissolution - Liquidation.

11.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

11.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

11.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

11.4 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 of these Articles, the liquidation boni shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Series A Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series A Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series A Preferred Shares, if any, plus any preferential and unpaid dividend on such outstanding Series A Preferred Share as of the date of liquidation;

the holder(s) of the Series B Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series B Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series B Preferred Shares, if any, plus any preferential and unpaid dividend on such outstanding Series B Preferred Share as of the date of liquidation;

the holder(s) of the Series C Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series C Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series C Preferred Shares, if any, plus any preferential and unpaid dividend on such outstanding Series B Preferred Share as of the date of liquidation;

the holder(s) of the Series D Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series D Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series D Preferred Shares, if any, plus any preferential and unpaid dividend on such outstanding Series D Preferred Share as of the date of liquidation; and

the balance shall be allocated to all shareholders (including for the avoidance of doubt the holder(s) of the Ordinary Shares and the holder(s) of Preferred Shares) commensurate to their shareholding.

Art. 12. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of ordinary shares (parts sociales)	Subscribed amount	% of share capital
Johnson Controls Interiors Holding UK Ltd, prenamed	12,500	EUR 12,500	100%
TOTAL	12,500	EUR 12,500	100%

All the shares (parts sociales) have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred Euros.

Resolutions of the sole shareholder

1. The following persons are appointed as category A managers (gérants de catégorie A) of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Bruce McDonald, born on 29 April 1960 in North Bay Can, Canada, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America; and

- Mr. Brian Cadwallader, born on 18 February 1959 in Ohio, USA, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America.

and

The following persons are appointed as category B managers (gérants de catégorie B) of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Andrew O'Shea, born on 13 August 1981 in Dublin, Ireland, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Ms. Ingrid Cernicchi, born in Metz, France, on 18 May 1983, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Dirk Timmermans, born on 20 October 1975 in Genk, Belgium, with professional address at 26-28 rue Edward Steichen, Kirchberg (2nd Floor) L- 2540 Luxembourg.

Consequently, the board of managers (conseil de gérance) of the Company is composed as follows:

- Mr. Bruce McDonald, category A manager (gérant de catégorie A);
- Mr. Brian Cadwallader, category A manager (gérant de catégorie A);
- Mr. Dirk Timmermans, category B manager (gérant de catégorie B);
- Mr. Andrew O'Shea, category B manager (gérant de catégorie B); and
- Ms. Ingrid Cernicchi, category B manager (gérant de catégorie B).

2. The registered office of the Company shall be established at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huit août.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Johnson Controls Interiors Holding UK Ltd, une société gouvernée par les lois d'Angleterre et du Pays de Galle, ayant son siège social au 2 The Briars, Waterberry Drive, Hampshire, Waterlooville, Royaume Uni, Registre des Sociétés No. 9133004,

ici représentée par Mme. Sophie Henryon, employée privée résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration établie sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme sociale et dénomination. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination de Johnson Controls Interiors Holding EU S.à r.l. (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.7 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital - Parts sociales.

5.1 Capital social - prime d'émission - réserves

5.1.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents (EUR 12.500) Euros divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Ordinaires»).

Le capital social de la Société peut également être représenté par des parts sociales préférentielles de série A (the "Parts Préférentielles de Série A"), parts sociales préférentielles de série B (the "Parts Préférentielles de Série B"), parts sociales préférentielles de série C (the "Parts Préférentielles de Série C") et parts sociales préférentielles de série D (the "Parts Préférentielles de Série D") d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune.

Les Parts Préférentielles de Série A, les Parts Préférentielles de Série B, les Parts Préférentielles de Série C et les Parts Préférentielles de Série D sont collectivement dénommées les «Parts Préférentielles».

Le(s) détenteur(s) de Parts Préférentielles doivent à tout moment (i) détenir au moins dix pourcent (10%) des Parts Ordinaires ou (ii) détenir un investissement en Parts Ordinaires dont le prix d'acquisition s'élève à au moins six millions d'Euros (EUR 6,000,000).

Les séries de Parts Préférentielles ne sont pas convertibles en une autre série de Parts Préférentielles.

Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. La prime d'émission peut rester réservée et attachée aux parts sociales en rapport avec lesquelles elle a été payée et être réservée aux détenteurs de parts sociales en question en cas de distribution, remboursement ou autres. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 - Modification du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-proprétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

5.4 - Transfert de Parts Sociales

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, en cas de transfert de parts sociales, l'associé cédant devra transférer toutes ses parts sociales de chaque catégorie de parts sociales ou, si l'associé cédant ne transfère que certaines de ses parts sociales, il/elle devra transférer en même temps des parts sociales de manière proportionnelle dans chaque catégorie de parts sociales.

5.4.4 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.5 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

5.5 - Distribution des profits

5.5.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

5.5.2 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 5.1.2 de ces Statuts, l'assemblée générale des associés détermine la manière dont le solde des bénéfices nets annuels sera alloué, que pour toute distribution, une telle distribution sera alloué et payé dans l'ordre suivant:

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série A auront droit à un dividende préférentiel égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série A;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série B auront droit à un dividende préférentiel égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série B;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série C auront droit à un dividende préférentiel égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série C;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série D auront droit à un dividende préférentiel égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série D; et
- le solde sera alloué au(x) détenteur(s) des Parts Ordinaires proportionnellement à leur participation.

5.5.3 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 5.1.2 et à l'Article 5.5.2 de ces Statuts, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve indisponible devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de(s) l'associé(s) concerné(s).

5.6 - Rachat de Parts Sociales

Les Parts Préférentielles sont émises sous forme de parts rachetables.

A tout moment et avec un avis écrit d'au moins sept (7) jours ouvrables (à moins que la Société et le(s) détenteur(s) de Parts Préférentielles concerné(s) ne se mettent d'accord sur un délai plus court) à délivrer au(x) détenteur(s) de Parts Préférentielles concerné(s), la Société peut racheter en tout ou partie toute Série de Parts Préférentielles en circulation, pourvu que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet.

Suite au rachat, le Montant du Rachat sera dû et payable par la Société au(x) détenteur(s) de la ou des Série(s) de Parts Préférentielles concernée(s) au prorata de leur participation dans cette série(s). Afin d'éviter tout doute, la Société pourra s'acquitter de ses obligations de paiement en numéraire, en nature ou par voie de compensation.

Pour les besoins du présent Article, «Montant du Rachat» signifie un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles rachetées plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel sur ces Parts Préférentielles à la date du rachat.

Les Parts Préférentielles rachetées peuvent être annulées par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts.

Aucune Part Préférentielle ne peut être annulée si, en conséquence, le capital social de la Société passerait en deçà du minimum requis par la Loi.

Les parts sociales propres ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

5.7 - Registre des Parts Sociales

Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignés dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

Art. 6. Gestion.

6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gestion, composée de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gestion peuvent être rémunérés pour ses/leurs services (s) en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gestion.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion pourra sousdéléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gestion.

6.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gestion peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président.

Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gestion et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gestion peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gestion. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins deux (2) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant.

Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gestion. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gestion ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gestion. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion.

6.4.4 Les décisions du conseil de gestion seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par tout membre du conseil de gestion de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gestion. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président ou par tout membre du conseil de gestion de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil de gestion à condition que (sans préjudice des exigences de quorum) au moins deux gérants soient physiquement présents à une réunion du

conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.

7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le troisième vendredi du mois de mars à 14h.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Audit.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes. Le réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera nommé sur une base annuelle (le mandat étant renouvelable également sur base annuelle).

Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.

10.1 - Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 30 septembre 2014.

10.2 - Comptes Annuels

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

Art. 11. Dissolution - Liquidation.

11.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

11.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

11.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

11.4 Sous réserve des dispositions de l'Article 5.1.2 des Statuts, le boni de liquidation devra être alloué et payé dans l'ordre suivant:

le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série A auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série A en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série A en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel impayé sur ces Parts Préférentielles de Série A en circulation à la date de la liquidation;

le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série B auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série B en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série B en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel impayé sur ces Parts Préférentielles de Série B en circulation à la date de la liquidation;

le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série C auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série C en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série C en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel impayé sur ces Parts Préférentielles de Série C en circulation à la date de la liquidation;

le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série D auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série D en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série D en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel impayé sur ces Parts Préférentielles de Série D en circulation à la date de la liquidation; et

le solde sera alloué aux associés (incluant, pour éviter tout doute, le(s) détenteur(s) des Parts Ordinaires et le(s) détenteur(s) de Parts Préférentielles) proportionnellement à leur participation.

Art. 12. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.»

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'associé fondateur représenté comme mentionné ci-dessus déclare souscrire à l'intégralité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales ordinaires	Montant souscrit	% du capital social
Johnson Controls Interiors Holding UK Ltd, prénommé	12.500	EUR 12.500	100%
TOTAL	12.500	EUR 12.500	100%

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille trois cents Euros.

Résolution de l'associé unique

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie A de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Bruce McDonald, né le 29 avril 1960 à North Bay Can, Canada, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis; et

- Mr. Brian Cadwallader, né le 18 février 1959 à Ohio, Etats-Unis, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis.

et

Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie B de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Andrew O'Shea, né le 13 août 1981 à Dublin, Irlande, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme. Ingrid Cernicchi, né le 18 mai 1983 à Metz, France, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Dirk Timmermans, né le 20 Octobre 1975 à Gent, Belgique, avec adresse professionnelle au 26-28 rue Edward Steichen, Kirchberg (2^{ème} étage) L- 2540 Luxembourg.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Bruce McDonald, gérant de catégorie A;

- M. Jérôme D. Okarma, gérant de catégorie A;

- M. Dirk Timmermans, gérant de catégorie B;

- M. Andrew O'Shea, gérant de catégorie B; et

- Mme. Ingrid Cernicchi, gérant de catégorie B.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée à la mandataire du comparant, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, le 13 août 2014. Relation EAC / 2014/11103. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014130719/703.

(140148185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Steine de Luxe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2162 Luxembourg, 54, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 189.536.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den einunddreissigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück.

Ist erschienen:

Herr Fadil AHMETOVIC, Unternehmer, geboren in Tutin (Serbien) am 22. März 1962 (Matrikel 1962 03 22 230 84), ledig, wohnhaft in L-2162 Luxemburg, 54, rue de la Montagne.

Welcher Komparsent erklärt zwischen ihm und allen denjenigen welche im Nachhinein Anteilhaber werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts gründen zu wollen, welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 1. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung lautet „STEINE DE LUXE S.A R.L.“.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft sind der Kommerz, die Planung sowie das Verlegen von Naturstein- und Fliesen.

Die Gesellschaft kann weiter sämtliche Geschäfte tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck im Zusammenhang stehen und kann auch sämtliche industrielle, kaufmännische, finanzielle, mobiliare und immobiliare Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet vom heutigen Tage an gerechnet. Sie kann durch Beschluss des/der Gesellschafter(s), welcher mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit genommen wird, vorzeitig aufgelöst werden.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg.

Der Firmensitz kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums verlegt werden.

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 €) eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125,00 €).

Art. 6. Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar. Für den Fall der Veräußerung an Drittpersonen sind die anderen Gesellschafter vorkaufsberechtigt. Sie können an Drittpersonen nur mit der Zustimmung aller in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen übertragen werden. Bei Sterbefall können die Anteile ohne besondere Zustimmung an die Erbberechtigten übertragen werden.

Art. 7. Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

Art. 8. Gläubiger, Berechtigte oder Erben können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von der Generalversammlung ernannt werden.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer deren Mandats werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung festgelegt.

Der oder die Geschäftsführer können unter ihrer Verantwortung ihre Befugnisse ganz oder teilweise an einen oder mehrere Bevollmächtigte weiterleiten.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich regelmäßig bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen innerhalb der ersten sechs Monate den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 15. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf Prozent dieses Gewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Generalversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Übergangsbestimmung.

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.

Abschätzung, Kosten.

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein möge, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf 900,00 € bgeschätzt.

Zeichnung und Einzahlung

Die hundert (100) Anteile wurden von Herr Fadil AHMETOVIC gezeichnet.

Die hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125,00 €) wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 €) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Erklärung des Unterzeichneten

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft sind, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigen, dass die

Mittel/Güter/Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Außerordentliche Generalversammlung

Und sofort nach Gründung der Gesellschaft haben die Anteilhaber folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen festgesetzt.

Geschäftsführer für unbestimmte Dauer wird Herr Fadil AHMETOVIC, vorbenannt.

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2162 Luxemburg, 54, rue de la Montagne.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Ettelbrück, in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Fadil AHMETOVIC, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 1^{er} août 2014. Relation: DIE/2014/9902. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 19. August 2014.

Référence de publication: 2014131565/94.

(140148612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

SRS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 97, rue Mühlenweg.

R.C.S. Luxembourg B 189.560.

— STATUTS

L'an deux mil quatorze, le douze août

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Pierre ADAM, né le 19 février 1977 à Marche-en-Famenne demeurant à B-6600 BASTOGNE, Rue des Hêtres 136

Lequel comparant, présent ou tel que représenté, a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur, et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «SRS Luxembourg Sàrl».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du ou des gérants.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Des succursales pourront être créées tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger sur décision du ou des associés.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers ou en participation avec des tiers:

- l'activité de Smart Repair;
- la réparation et le remplacement de vitrage automobile;
- le nettoyage intérieur et extérieur des véhicules automobiles.

Enfin, la société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière, des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€) divisé en cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

La propriété des parts sociales résulte des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Par contre, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Pierre ADAM, prénommé, cent parts sociales	100
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-€) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant l'associé, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-2155 Luxembourg, Rue Mühlenweg 97
- 2.- Le nombre de gérant est fixé à un.
- 3.- L'associé unique désigne comme gérant pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre ADAM, prénommé
- 4.- La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 950.-EUR

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Adam P., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 12/08/2014. Relation: WIL/2014/630. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Zeimes.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 19 août 2014.

Référence de publication: 2014131561/127.

(140149194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.